

Les nouveaux espaces du jihadisme

Menaces et réactions



Tous les 2 mois
128 pages

Questions internationales

L'actualité internationale décryptée par les meilleurs spécialistes



10 € *



* Abonnement à 6 numéros : **50 €**
Tarif spécial étudiants et enseignants : **42 €**

En vente chez votre libraire, en kiosque,
sur www.ladocumentationfrancaise.fr
et par correspondance : DILA
26, rue Desaix - 75727 Paris Cedex 15

 **La
documentation
Française**

Conseil scientifique

Gilles Andréani
Christian de Boissieu
Yves Boyer
Frédéric Bozo
Frédéric Charillon
Jean-Claude Chouraqui
Georges Couffignal
Alain Dieckhoff
Julian Fernandez
Robert Frank
Stella Gervas
Nicole Gnesotto
Pierre Gresser
Pierre Jacquet
Christian Lequesne
Françoise Nicolas
Marc-Antoine Pérouse de Montclos
Fabrice Picod
Jean-Luc Racine
Frédéric Ramel
Philippe Ryfman
Ezra Suleiman
Serge Sur

Rédaction

Rédacteur en chef
Serge Sur
Rédacteur en chef adjoint
Jérôme Gallois
Rédactrices-analystes
Céline Bayou
Ninon Bruguère
Secrétaires de rédaction
Anne-Marie Barbey-Beresi
Anne Biet Coltelloni
Traductrice
Isabel Ollivier
Secrétaire
Marie-France Raffiani
Stagiaire
Sarah de Butler

Cartographie

Thomas Ansart
Patrice Mitrano
Margaux Onillon
Antoine Rio
(Atelier de cartographie de Sciences Po)

Conception graphique

Studio des éditions de la DILA

Mise en page et impression

DILA

Contacter la rédaction :

QI@dila.gouv.fr

Retrouver

Questions internationales sur :



Questions internationales assume la responsabilité du choix des illustrations et de leurs légendes, de même que celle des intitulés, chapreaux et intertitres des articles, ainsi que des cartes et graphiques publiés.

Les encadrés figurant dans les articles sont rédigés par les auteurs de ceux-ci, sauf indication contraire.

Près de quinze ans après le 11 Septembre, le péril jihadiste est de retour. Il n'avait jamais disparu mais semblait, sinon éteint, du moins assoupi, au-delà d'attentats apparemment isolés. Daech remet le jihadisme au premier plan de l'actualité et des atteintes à la paix, interne comme internationale. Mais il ne s'agit pas d'une simple résurgence, plutôt d'une métamorphose en cours, nouveaux acteurs, nouvelles méthodes, nouveaux espaces. Ils s'ajoutent aux anciens, avant peut-être de les dépasser et de les détruire.

Les révolutions arabes ont combattu ou chassé des régimes déconsidérés au Proche et Moyen-Orient. C'est maintenant l'existence même de certains États qui est la cible des mouvements islamistes. Peut-on les qualifier de révolutionnaires ? Plutôt de réactionnaires, dans la mesure où le message qu'ils véhiculent, les mœurs qu'ils imposent, les interdits qu'ils appliquent par la violence trouvent leur source dans une conception arriérée et fermée d'une religion qu'ils trahissent au lieu de la pratiquer.

Voici plus de dix ans, *Questions internationales* avait consacré un dossier au terrorisme (*Les terrorismes*, n° 8, juillet-août 2004). C'est un thème qu'il faut malheureusement reprendre aujourd'hui à la lumière des développements récents. Le terrorisme n'est pas la seule méthode de Daech, puisque sur certains plans il mène des combats plus classiques, et que sous le nom de Califat il vise ou prétend viser à la construction de nouveaux États théocratiques sur les ruines des anciens. Mais Daech procède du terrorisme qui demeure, notamment à l'égard des pays occidentaux, son mode d'action principal.

Avec le présent dossier, l'examen de la géopolitique du jihadisme précède l'analyse de ses mutations stratégiques. Fruit amer de l'intervention américaine de 2003, l'Irak est devenu le terreau du soi-disant État islamique, même si son implantation territoriale ne tient pas compte des frontières et retrouve la querelle traditionnelle entre sunnites et chiites. Mais c'est aussi en Europe que les jihadistes trouvent asiles, mobilisations, conversions. C'est aussi dans le monde occidental, ou à partir de lui, que la lutte contre le jihadisme s'organise – si tant est qu'elle s'organise, car les réactions sont plus hésitantes et moins coordonnées qu'après le 11 Septembre. À suivre donc.

Les rubriques récurrentes de *Questions internationales* ne quittent pas tout de suite le sujet, avec l'analyse de la posture de la Chine face au terrorisme islamiste, proche de son sol, voire y étant en germe. On trouve également dans « Les questions internationales à l'écran » une étude très fine d'un film consacré aux suites de massacres dans l'ex-Yougoslavie, avec *Les Femmes de Višegrad*, de Jasmila Žbanić. On sort cependant de ces situations conflictuelles ou postconflictuelles avec deux textes d'un caractère plus pacifique. Sur le plan historique, l'établissement, en 1964, de relations diplomatiques entre la France et la Chine populaire, à l'initiative du président Charles de Gaulle. À l'opposé à tous égards, le Groenland et sa distanciation progressive mais prudente du Danemark continental, dans le cadre de sa souveraineté – autonomie mais non sécession.

Questions internationales

DOSSIER...



Les nouveaux espaces du jihadisme

4 Ouverture – Comment peut-on être jihadiste ?

Serge Sur

10 Géopolitique du jihadisme

Denis Bauchard

26 D'Al-Qaïda à Daech : les mutations stratégiques du jihadisme

Philippe Migaux

37 Entre sunnites et chiïtes : l'Irak, terreau de l'État islamique

Myriam Benraad

Les filières jihadistes européennes

45 Les nouvelles méthodes de recrutement

Samir Amghar

49 Des convertis extrêmement motivés

Mathieu Guidère

**55 Les pays arabes face
au terrorisme islamiste :
de la révolte à la révolution**

Jean-François Daguzan

**65 Les États-Unis
et la menace jihadiste**

Maud Quessard-Salvaing

**77 L'Union européenne et la
lutte contre le terrorisme**

Philippe Delivet

**89 Jihad, jihadisme : hybridité
du temps et des lieux**

Jean-Luc Marret

Et les contributions de

*Myriam Benraad (p. 43),
Sarah de Butler (p. 73),
Patrice Gourdin (p. 23 et p. 34),
Xavier Le Torrivellec (p. 84),
Emma Soubrier (p. 62)
et Jürgen Stock (p. 52)*

Questions EUROPÉENNES

**97 Groenland :
la longue marche
vers l'autonomie**

Antoine Jacob

Regards sur le MONDE

**105 La Chine face
au terrorisme islamiste**

Rémi Castets

**HISTOIRES
de Questions internationales**

**110 1964 : la France
noue des relations
diplomatiques avec
la Chine maoïste**

Thierry Robin

**Les questions internationales
à L'ÉCRAN**

**116 Les Femmes de Višegrad
de Jasmila Žbanić**

Célian Faure

Documents de RÉFÉRENCE

**122 Le 11 Septembre,
Ben Laden
et le Conseil de sécurité**

ABSTRACTS

126

Comment peut-on être jihadiste ?

Le jihadisme n'est certes pas nouveau, ni dans son idéologie ni dans ses méthodes. Les attentats historiques du 11 Septembre l'ont propulsé au premier rang de l'agenda international et en première ligne des problèmes de sécurité, internes comme internationaux. Sécurité des pays occidentaux, dont les opinions ont de la difficulté à comprendre en quoi cet islamisme extrémiste les concerne. Les assassinats des dessinateurs de *Charlie Hebdo* les ont réveillées. Mais aussi sécurité des pays musulmans, ceux qui sont frappés avec le plus d'intensité et les plus menacés. Le jihadisme a connu nombre de vicissitudes et il a suscité des réactions multiples, de nature, d'intensité et d'efficacité variables. Mais enfin, s'il n'était pas éradiqué, on avait le sentiment qu'Al-Qaïda était en perte de vitesse, et l'exécution de Ben Laden en 2011 lui avait porté un coup certes symbolique mais significatif de son déclin.

Sans doute de nouveaux terrains d'action, spécialement au Sahel, s'ouvraient aux menées jihadistes. Elles entraînaient une intervention française au Mali visant à éviter la partition du territoire et l'enracinement de groupes terroristes dans la région. L'arc terroriste s'élargissait ainsi à l'Afrique. La France restait quant à elle frappée de façon récurrente depuis plusieurs décennies. L'anarchie libyenne résultant de la chute du régime Kadhafi provoquée par l'intervention militaire occidentale en 2011 favorisait l'implantation de sanctuaires mobiles vers les pays voisins. Les dévoiements des « printemps arabes », loin de la réalisation d'espérances démocratiques, affaiblissaient des États constitués, au-delà de régimes condamnés.

Des mouvements islamistes, certains sur le plan électoral, d'autres par la violence, tiraient parti à la fois des procédures et des déceptions démocratiques pour accroître leur emprise ici sur les institutions, là sur les sociétés civiles. Pouvait-on dissoudre leur pointe agressive, calmer les pulsions

terroristes dans un jeu politique pacifique qui les aurait intégrés dans des compétitions électorales ouvertes et réversibles ? Les exemples de l'Égypte et de la Tunisie ont montré qu'il n'en était rien. La dérive du monde arabe, ou du moins de plusieurs de ses États, grands ou moins grands – Irak, Libye, Syrie, Yémen – témoigne du retour en force du jihadisme, qu'on l'appelle extrémisme violent, islamisme, salafisme ou tout autre nom qu'il se donne ou que l'on lui donne.

Au cours des derniers mois a resurgi une nouvelle menace, avec de nouveaux noms, de nouveaux sigles – EI, ISIL, ISIS, Daech, Califat... S'est affirmée également une nouvelle emprise, spatiale, sur les territoires d'États défaillants, Irak, Syrie, comme si l'objet de ce jihadisme nouvelle manière était d'instituer un véritable État sur les ruines des anciens. Ceci sans préjudice de la continuité d'un terrorisme diffus dans un arc élargi, terrorisme qui se rallie en bloc ou en détail au prétendu Califat. Il court, il court, le jihad ! Demain peut-être en Asie centrale puis dans toute l'Asie musulmane ? Alors, en dépit d'analyses multiples, on a beaucoup de mal à comprendre le sens et les objectifs de cette éruption de violence civile, de ces cruautés, de ces crimes commis au nom de la religion. En revanche, les moyens d'action continuent à s'inscrire dans le registre très riche des supplices qu'illustre l'histoire universelle. Et si, en dehors des terroristes eux-mêmes, chacun s'accorde sur la nécessité de les réduire avant de les éliminer, force est de constater que l'on n'a pas – pas encore ? – trouvé la recette.

Mais qui sont les jihadistes ?

Une des dimensions que comporte l'effet de sidération produit par des attentats apparem-

ment absurdes, par des meurtres odieux, individuels ou collectifs, par ce mépris affiché de la vie humaine, par ce culte de la mort, punition pour les incroyants, récompense pour les fidèles, passeport pour Allah, est l'incompréhension. Sans doute y a-t-il plusieurs catégories de jihadistes, et l'on ne confondra pas leurs différentes situations et motivations. Pour ne prendre que quelques exemples, ceux qui sont enracinés dans les espaces où ils luttent et dans un contexte musulman ne doivent pas être assimilés à ceux qui s'expatrient volontairement à partir de pays occidentaux, voire avec les convertis.

Plusieurs catégories

- Il y a d'abord **ceux qui proviennent du terrain**, en Irak, en Syrie mais aussi en Afrique, et pour lesquels le jihad se superpose à d'autres causes, ou vient les légitimer : hostilité au pouvoir en place, frustrations économiques ou politiques, haine d'Israël, guerres de religion intestines à l'islam, sunnites contre chiites, voire rivalités nationales ou tribales... Le jihadisme peut alors instrumentaliser des revendications autres que religieuses. C'est ainsi que, en Irak, les résidus du régime de Saddam Hussein sont à la manœuvre contre le gouvernement irakien. Ils apportent à Daech leur savoir-faire militaire, leur désir de revanche, des solidarités tribales, en passant d'un régime qui se voulait laïque à une référence intégriste à la charia.

Ceux qui combattent en Irak ou en Syrie sont désireux aussi bien d'éliminer un gouvernement d'inspiration chiite que de défier dans le pays l'influence occidentale, celle qui provient de l'intervention américaine de 2003, celle, plus lointaine, des accords Sykes-Picot de la fin de la Première Guerre mondiale qui ont institué les actuels États du Proche et Moyen-Orient. Seront-ils en mesure de détruire toute cette architecture, de reconstruire un nouvel ordre étatique fondé sur une légitimité religieuse ? Pourraient-ils soit recomposer de nouvelles frontières sur de nouvelles bases, ethniques ou tribales, soit reprendre à leur compte le thème ancien de l'unité du monde arabe ? Et *quid* du conflit israélo-palestinien, périphérique pour certains, central pour d'autres ?

Quel pourrait être le sort des chrétiens d'Orient dans un tel contexte ? Ne seraient-ils pas

condamnés à l'exil ou au cercueil ? Mais ces perspectives ne peuvent faire oublier que c'est le monde musulman qui est le premier et le plus frappé par cette guerre de religion qui est aussi une guerre civile démultipliée. Il n'est sans doute pas aisé de déterminer l'influence réelle du Coran dans la mobilisation concrète des terroristes. La très grande majorité des musulmans est hostile au terrorisme et sa victime. On note cependant l'infiltration de l'islam par cette variante extrémiste et la relative impuissance des autorités religieuses officielles à en arrêter la progression, leur attitude défensive et parfois ambiguë.

- Une deuxième catégorie est celle, en Occident, des **enfants de l'immigration**, parfois avec plusieurs générations de recul. Comment expliquer que des jeunes hommes, souvent apparemment intégrés, bénéficiant des aménités du monde occidental, de sa tolérance, de ses ouvertures, rompent brutalement avec leur milieu ? Qu'ils rejoignent au Proche et Moyen Orient Daech pour y combattre, ou se muent soudain à domicile en tueurs sans merci ? Voici de bons voisins, discrets, polis, propres, époux modèles, pratiquants modestes qui subitement se révèlent assassins fanatiques, et leurs proches s'interrogent : eux si gentils, si doux, on ne peut pas y croire. Sans doute s'étaient-ils isolés ces derniers temps, une barbe légère ornait leur menton juvénile, ils avaient un peu voyagé mais enfin... Ou bien encore, fêtards invétérés, petits délinquants rompus aux incivilités, on n'imaginait pas leur implacable rigueur criminelle.

Faut-il incriminer l'échec de l'intégration, la survivance de discriminations discrètes mais insupportables pour les victimes ? Le ressentiment mobilisateur¹ ? L'attraction d'une idéologie religieuse radicale qui permet de se venger avec bonne conscience, qui rédime la haine ? L'antisémitisme ? L'aspiration à un ailleurs absolu, dont la réalisation suppose la destruction d'un monde déchu ? J'ai trouvé la voie, je vais vous la montrer, mais il faut d'abord vous couper la tête, disait déjà un personnage des *Aventures de Tintin*, dans *Le Lotus bleu*, un peu illuminé. On ne peut en effet soutenir qu'il soit difficile d'être musulman dans les pays occidentaux, chacun pouvant y prati-

¹ Max Scheler, *L'Homme du ressentiment*, [1919], coll. « Idées », Gallimard, Paris, 1970.

quer paisiblement sa religion. Seuls sont précisément proscrits les comportements intégristes.

● Et *quid* des **convertis** ? On les voit de plus en plus nombreux et mis en avant par les jihadistes. Qu'est-ce qui peut justifier cette rupture avec leur culture et souvent leur milieu ? Une solidarité générationnelle qui vient alors contredire l'idée de discrimination ? Une tendance générationnelle récurrente à l'extrémisme, qui a conduit leurs prédécesseurs qui au maoïsme, qui à des mouvements terroristes comme Action directe ? Le sentiment d'abandon d'une génération, parquée dans des banlieues invivables, sans perspective et sans espoir ? On pourrait y ajouter la situation des jeunes femmes qui, déjà soumises à une religion qui les discrimine, rejoignent volontairement la Syrie pour y devenir esclaves sexuelles, et que rien ne semble détourner de cette autodestruction.

Interprétations

Reste à qualifier, à défaut d'expliquer, ces engagements divers. Plusieurs formules se proposent. Elles ne sont pas au demeurant sur le même registre. Parmi d'autres, on parle parfois, de façon polémique, de fascisme ou d'islamo-fascisme. Sous l'angle psychiatrique, on veut voir, dans ces militants, des soumis, qui ont renoncé à leur identité, voire changé d'identité afin de se fondre dans un groupe, une cause qui les transcende². De façon religieuse, soit on y dénonce des hérétiques soit on y exalte des combattants de la foi. Chacune de ces qualifications mériterait une longue analyse. Elles possèdent un tronc commun, qui est de mettre en lumière la dimension totalitaire du jihadisme. Mais elles manquent sa singularité et par là ne peuvent anticiper sa durée.

En bref, parler d'islamo-fascisme est méconnaître la réalité du fascisme, païen, lié à la promotion d'un nationalisme exacerbé et au culte du chef. Il n'y a pas d'arrière-monde dans le fascisme, seul un héroïsme historique. Pour la soumission, qui en est à l'opposé puisque le fascisme est l'exaltation d'une puissance collective, elle désigne des esprits faibles, influençables, qui aspirent à simplifier le monde et la vie par des idées courtes,

une démarche fusionnelle sous une autorité sacrée, une violence purificatrice. Si l'analyse est exacte, le jihadisme est à terme condamné par ses illusions mêmes. Quant aux approches religieuses, il est clair que les jihadistes ne sont pas des chevaliers de la foi, que le jihadisme ne peut être assimilé à l'islam ou au Coran, qu'il en est un dévoiement criminel. Ses méthodes l'éloignent de toute aspiration religieuse authentique, qui est de créer et maintenir un lien social et non de séparer et détruire – là est plutôt le domaine théologique du diable, ou l'empire satanique de Belzébuth.

Le terrorisme est un caméléon

Rappelons-le : le terrorisme est une méthode, non une idéologie. Le jihadisme ne l'a pas inventé, même s'il tend aujourd'hui à le monopoliser. Et, comme la guerre, le terrorisme est un caméléon. Il s'adapte aux circonstances, il est mobile, même si ses principes demeurent : saper la volonté de l'ennemi en lui infligeant dommages et souffrances tout en restant aussi invisible que possible ; maximiser l'effet de levier par des attentats qui restent de faible intensité, quoique meurtriers et spectaculaires ; répandre une terreur diffuse par la présence d'une menace indéfinie ; solidariser tous les sympathisants par la répression qui frappe les militants, préparer ainsi les éléments d'affrontements plus directs et plus classiques. On a vu cette stratégie à l'œuvre avec succès, notamment dans les guerres de décolonisation.

Une stratégie du faible au fort

Stratégie, le terrorisme est stratégie du faible au fort, et conduite à partir de la société civile³. Les États peuvent le susciter, le soutenir, l'encourager, mais ils maintiennent toujours une distance, des écluses par rapport à lui, et ne s'en réclament pas. L'une des originalités du terrorisme islamiste est qu'il trouve en lui-même sa propre énergie, en provenance de certaines communautés musulmanes elles-mêmes. Certains pays arabes, ou musulmans, peuvent à l'occasion, en fonction de leurs intérêts ou de leurs propres fragilités, chercher à en tirer parti ou être

² Suivant les analyses du docteur Boris Cyrulnik, France Info, 20 février 2015. Voir aussi *Les Âmes blessées*, Odile Jacob, Paris, 2014.

³ *Questions internationales*, n° 8, « Les terrorismes », juillet-août 2004.

tolérants à son égard. On a ainsi connu plusieurs vagues de terrorisme d'origine proche ou moyen-orientale après la décolonisation, avec des caractères bien différents : des mouvements kurdes, l'Iran, la Libye notamment.

Al-Qaïda d'abord, Daech ensuite, sont très différents de ce qui les a précédés, ne serait-ce que dans leurs méthodes, parce qu'ils ne négocient pas et n'entendent pas entrer en compromis avec des ennemis absolus. Nombre d'attentats sont des attentats suicides, même différés. À la limite, les jihadistes ne seront satisfaits que par une conversion universelle ou la soumission complète des différentes civilisations à la supériorité de la charia, ceci par la contrainte si besoin. C'est en ce sens que l'on peut parler de guerre de civilisation, en raison de la négation et de la destruction de tout ce qui n'est pas conforme à un totalitarisme religieux, à un obscurantisme primitif. Retour vers le passé d'une religion, mais aussi insertion dans la modernité la plus présente. On disait que l'URSS était le socialisme plus l'électricité, les États-Unis la Bible plus la technologie : le jihadisme est l'obscurantisme plus Internet.

Pour le reste, les moyens de la terreur recherchée ne sont pas nouveaux, et on les comprend rapidement. Massacres individuels ou collectifs, tortures, éviscération, décapitations, prises d'otages, enlèvements, viols, crucifixions et autres techniques du musée des horreurs ou du jardin des supplices ont un long passé et sans doute, hélas, un grand avenir. Des cruautés incroyables provoquent la sidération dans des opinions paisibles, et leur médiatisation montre qu'elles ont bien cet objectif. Mais il faut se souvenir que, même dans le monde occidental nourri par l'héritage des Lumières, et encore récemment, des génocides, massacres, tortures, tourments multiples, ont été infligés à des individus et à des groupes sans autre raison que leur simple existence. Plus qu'une religion ou une idéologie particulière, c'est un retour de la barbarie qui sommeille en chacun qu'il faut craindre.

D'Al-Qaïda à Daech

Ce n'est pas à dire que le jihadisme doit être remis au rang des fatalités historiques et qu'il suffise d'attendre que passe une génération avant

que d'autres ne trouvent d'autres mobiles et terrains d'action. Il importe à l'évidence d'analyser ses modes opératoires, de se prémunir contre sa dangerosité évidente et de mettre fin à ses entreprises criminelles. Pour ses modes opératoires, on a vu qu'ils étaient à la fois multiples et classiques, allant des exécutions individuelles ciblées aux attentats de masse, aux crimes symboliques, à une ostentation de cruauté destinée à frapper les esprits, s'en prenant tant aux biens culturels, aux institutions qu'aux personnes, cherchant à affaiblir les économies de certains pays... Ils mobilisent soit des acteurs apparemment isolés ou en cellule restreinte, soit de véritables unités combattantes pouvant recourir aussi bien à la terreur qu'à des modes de combat plus classiques.

On tend à opposer Al-Qaïda et Daech, un peu sous l'angle des Anciens et des Modernes du jihad. Al-Qaïda, affaibli par la disparition de nombreux cadres, usé par des décennies de combats infructueux, exposé à la fois au rejet de ceux qu'il terrorise et à la compétition d'une nouvelle génération de jihadistes, voit sa légitimité et son efficacité contestées, jusqu'à l'affrontement, par de nouveaux mouvements dont Daech est le catalyseur. Catalyseur plus que chef d'orchestre, parce que les liens entre individus, entre cellules terroristes actives ou latentes sont très lâches et opportunistes plus que structurels. On a plutôt abandonné la théorie du « loup solitaire », rassurante pour les services spéciaux parce qu'elle reposait sur l'idée d'une radicalisation individuelle invisible et donc indétectable. Il existe bien des contacts, des communications vers l'Occident à partir des espaces contrôlés par Daech.

L'image du rhizome, chère à Gilles Deleuze et Félix Guattari⁴, fait alors florès – un cheminement souterrain, un réseau très décentralisé, qui caractérise la croissance de certaines espèces végétales qui soudain affleurent à la surface. Mais Daech, à la fois vernaculaire et nomade, cherche aussi à s'implanter dans un cadre territorial étatique, comme on l'a vu, et ainsi à organiser une Cité terrestre qui dispose de ses propres modes de financement et prétend à l'expansion et à la durée. La contrainte plus que l'adhésion caractérisent

⁴ G. Deleuze et F. Guattari, *Rhizome*, Éditions de Minuit, Paris, 1976.

toutefois ses avancées, et il est plus apte à détruire qu'à rallier les populations qu'il subjugue. Daech agglomère divers mouvements disparates et utilise les méthodes les plus cruelles et les plus provocantes, sans que les réactions à son encontre n'atteignent l'intensité et la généralité de celles qui ont affaibli Al-Qaïda. Face à un terrorisme caméléon, les réponses efficaces restent à inventer.

À la recherche d'une stratégie

Force est de constater que, par rapport aux suites du 11 Septembre, la stratégie internationale est davantage en demi-teintes, marquée par la prudence, l'hésitation, le refus de s'engager, voire la division, comme si chacun cherchait pour son compte à se prémunir, à parer les coups. La solidarité internationale est nettement moins accusée, et il n'est pas question d'obtenir du Conseil de sécurité une autorisation inconditionnée de recours à la force armée comme avec la résolution 1368 du 12 septembre 2001. L'aventure irakienne de l'administration George W. Bush est passée par-là, et même l'intervention en Libye en 2011, dont le résultat le plus notable est la diffusion dans le Sahel d'un terrorisme islamiste à partir d'un État devenu défaillant.

Des coalitions incertaines

Pas question donc de lancer des opérations militaires aussi ambitieuses que l'intervention américaine en Afghanistan contre les talibans et Al-Qaïda en 2001. L'action française au Mali puis en République centrafricaine n'a entraîné qu'un soutien minimal de ses alliés, spécialement européens, alors qu'il est clair qu'elle intéresse la sécurité de l'Union européenne tout entière. Contre Daech en Irak et en Syrie, les Occidentaux n'interviennent que de façon aérienne, ce qui est manifestement insuffisant, et encore la France se limite au territoire irakien. La tactique américaine des drones est meurtrière mais connaît ses limites stratégiques. Les pays voisins ont des positions ambiguës. Ainsi, la Turquie n'entend pas renforcer les Kurdes, tandis qu'Israël s'accommode d'avantage du régime de Bachar al-Assad que d'une succession à la merci ou aux mains des islamistes.

On aurait besoin de l'Iran contre Daech, mais faut-il déclencher un conflit généralisé entre sunnites et chiïtes, au risque d'accélérer le ralliement des premiers à Daech en Irak, ou de renforcer encore l'influence de l'Iran dans le pays ? On a également besoin de la Russie, comme on en a eu besoin pour conclure avec l'Iran un accord sur la question nucléaire, mais la Russie a ses intérêts propres et ne souhaite certainement pas participer à une coalition dominée par les puissances occidentales. Quant aux pays arabes de la région, Égypte, Arabie saoudite, Émirats, leur position est plutôt défensive et ils n'interviennent que dans la mesure où ils sont directement menacés. La menace pour eux est interne autant qu'internationale. Pour les pays africains, ou bien ils sont défaillants et attendent beaucoup de l'aide étrangère ou, comme le Nigeria, ils semblent incapables de maîtriser un jihadisme qui se confond largement avec un gangstérisme.

Un héritage fatigué

Reste l'héritage des suites du 11 Septembre, avec notamment la résolution 1373 du 28 septembre 2001⁵. Celle-ci comporte un programme international, général, obligatoire et universel de lutte contre le terrorisme, sur tous les plans civil, administratif, policier, douanier, financier, pénal. Elle prévoit échanges et coopération entre services spéciaux. Toujours en vigueur, elle constitue un filet normatif qui enserré l'action civile des États et les oblige à rendre compte de leurs mesures contre le terrorisme. Mais on ne saurait compter sur la justice internationale pénale. Alors même que le jihadisme est lourd de crimes internationaux, le terrorisme ne fait pas partie des incriminations du Statut de Rome, et ne peut être atteint que de façon indirecte. On note par exemple le silence retentissant de la Cour pénale internationale face aux assassinats et aux massacres de Daech.

L'essentiel est donc entre les mains des États. Ceux qui ne manquent pas de moyens manquent de conviction. Les pays occidentaux, dont la sécurité intérieure est menacée et les responsabilités internationales mises au défi, sont sur la défensive.

⁵ Michael J. Glennon et Serge Sur (dir.), *Terrorisme et droit international – Terrorism and International Law*, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, Leiden, Boston, 2008.

On a évoqué leur refus d'une action militaire au sol contre Daech, au risque de voir un État d'un nouveau type s'implanter et un Califat théocratique devenir produit d'appel pour toute une série de menées destructrices dans le monde musulman, bien au-delà du monde arabe et même en Occident. Alors on renforce les services de surveillance et de renseignement, dans une logique préventive, plus de *containment* que de refoulement. Au passage, on ne craint pas de porter atteinte à certaines libertés publiques, le terrorisme étant un produit d'appel pour des mesures restrictives au nom de la sécurité. S'y ajoute que, sur des questions de principe comme la laïcité de l'État et de l'espace public, on voit ces pays se diviser. Tout le monde en Occident n'est pas Charlie, et les caricatures de Mahomet

n'ont pas bonne presse. Après tout, pourquoi ne pas interdire le blasphème ? Ou encore, que le voile soit un symbole inacceptable de soumission et de discrimination des femmes est loin d'être admis par tous et même par toutes. Une politique d'*appeasement* qui ne dit pas son nom est à l'œuvre, comme si des concessions pouvaient calmer les fanatiques, comme si la soumission était une réponse adaptée. Une fourchette liberticide se met ainsi en place, entre une surveillance généralisée d'un côté et une complaisance discrète à l'égard des contraintes religieuses de l'autre. Entre les risques d'une aventure militaire et le faux édreton du communautarisme, une stratégie de lutte contre le jihadisme reste à inventer. ■

Serge Sur

► La France face au terrorisme islamiste : éléments chronologiques

1982

23 octobre : à Beyrouth (Liban), deux attentats causent la mort de 58 parachutistes français et de 241 marines américains. À partir de l'année suivante, 12 français seront successivement enlevés à Beyrouth par le Hezbollah.

Août : à Paris, l'attentat contre un restaurant de la rue des Rosiers (6 morts) est attribué au groupe palestinien du Fatah-Conseil révolutionnaire (FCR).

1986

4 septembre : un attentat à la bombe est commis contre le magasin Tati à Paris. Il est revendiqué par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (7 morts). Cet attentat est le point culminant de la campagne terroriste du Hezbollah contre la France (13 morts).

1989

Explosion d'un DC-10 de la compagnie UTA au-dessus du Niger (170 morts). L'enquête française établit la responsabilité de la Libye.

1991

13 août : assassinat en France de Chapor Bakhtiar, ancien Premier

ministre du chah d'Iran, par des agents iraniens.

1993

8 octobre : deux géomètres français sont assassinés en Algérie par le Groupe islamique armé (GIA). Une cinquantaine de Français seront assassinés jusqu'en 1995 par cette organisation.

1994

24 décembre : détournement d'un vol d'Air France Alger-Paris par le GIA.

1995

11 juillet : campagne d'attentats en France (11 morts) menée par un groupe lié au GIA.

1996

21 mai : l'émir du GIA annonce l'assassinat de 7 moines trappistes du monastère de Tibhirine.

4 décembre : attentat dans une rame du RER à la station parisienne Port-Royal (4 morts). L'attentat est vraisemblablement commis par des vétérans afghans.

2000

24 décembre : arrestation à Francfort d'une cellule de vétérans afghans

préparant un attentat contre le marché de Noël à Strasbourg.

2001

22 décembre : le Britannique Richard Reid, un vétéran afghan, tente de faire sauter un vol Paris-Miami avec un engin explosif dissimulé dans la semelle de ses chaussures.

2012

11-19 mars : des militaires et une école juive sont pris pour cibles par Mohamed Merah à Montauban et à Toulouse (7 morts).

2014

24 mai : Mehdi Nemmouche, un Franco-Algérien ayant passé un an en Syrie au sein de l'État islamique en Irak et au Levant, assassine 4 personnes au Musée juif de Belgique à Bruxelles.

2015

7 et 9 janvier : attentats à Paris contre *Charlie Hebdo* et un supermarché casher revendiqués respectivement par Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, et par Daech (17 morts).

24 juin : attentat dans l'Isère. Décapitation d'un chef d'entreprise.

Questions internationales

Géopolitique du jihadisme

Denis Bauchard *

*** Denis Bauchard**

est conseiller spécial pour le Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Si Ben Laden est mort, le terrorisme islamiste reste très actif. Il s'étend dorénavant sur des territoires de plus en plus vastes et attire un nombre croissant de combattants. Mais Al-Qaïda n'est plus l'unique acteur. L'irruption de Daech et la proclamation d'un « Califat » en 2014 marquent l'arrivée sur la scène jihadiste d'un mouvement qui s'en distingue par sa dimension et par sa nature. Ainsi, la menace jihadiste s'est accrue à la fois pour les pays musulmans mais également pour le reste du monde.

La responsabilité de cette situation préoccupante est largement partagée entre les gouvernements de pays musulmans en échec politique, économique et social, certains pays qui instrumentalisent ce terrorisme ou manifestent de la complaisance à son égard, et un Occident dont les ingérences ou les interventions ont eu de nombreux effets pervers.

En 2008, les autorités américaines évaluaient le nombre de combattants d'Al-Qaïda à 300. Le 2 mai 2011, Ben Laden était tué par un commando des forces spéciales américaines à Abbottabad au Pakistan. Ainsi se terminait sur une victoire américaine la guerre déclarée par celui-ci dès 1996. « Justice est faite », pouvait alors déclarer sobrement le président Obama. Beaucoup pensaient qu'avec cette disparition le terrorisme islamiste¹, dont Al-Qaïda était le fer de lance, allait s'éteindre ou tout au moins être très affaibli. Le président Obama, pour sa part, était néanmoins resté très prudent : « Sa mort ne marque pas la fin de nos efforts », avait-il ajouté.

De fait, quatre années après la disparition du chef emblématique d'Al-Qaïda, les groupes terroristes se multiplient dans le monde islamique, de la Mauritanie à l'Indonésie,

occupant parfois pour certains de vastes territoires. Rassemblant un nombre de combattants qui se chiffre en dizaines de milliers, ils représentent plus que jamais une menace pour la stabilité de nombreux pays musulmans comme pour celle de l'Occident. Leurs actions ont pris une nouvelle ampleur avec un doublement entre 2008 et 2013 des attentats et agressions imputables essentiellement au terrorisme islamiste².

Une menace terroriste accrue et multiforme

Au commencement était l'Afghanistan

La matrice du terrorisme islamiste peut être trouvée en Afghanistan. Au début des années 1980, des combattants arabes s'y

¹ On peut qualifier de terroriste islamiste tout groupe ou individu qui recourt à la violence terroriste sous couvert de l'islam.

² Voir le site Internet Global Terrorism Database de l'université du Maryland.

regroupent pour lutter contre l'envahisseur soviétique. Un « Bureau des services » est créé par Oussama Ben Laden³. Avec l'appui saoudien, pakistanais et américain, ce rejeton d'une grande famille saoudienne d'origine yéménite coordonne, entraîne, arme des moudjahidin qui lancent la guerre sainte contre l'occupant soviétique. En 1989, le retrait des troupes soviétiques du pays est perçu par ces combattants comme « la victoire de la foi sur la mécréance ».

Cependant, opposé à la guerre du Golfe et à la présence de troupes américaines en Arabie saoudite, Ben Laden se retourne contre ses protecteurs et crée Al-Qaïda. Le premier attentat officiellement imputé à cette organisation se produit en 1992 au Yémen, où des bombes explosent à Aden dans plusieurs hôtels. La suite est connue, ponctuée d'attentats dans de nombreux pays musulmans mais également contre « l'ennemi lointain », en particulier les États-Unis explicitement visés, dont les plus spectaculaires ont été perpétrés le 11 septembre 2001 à New York et à Washington.

L'Afghanistan apparaît ainsi comme la matrice des groupes terroristes à plusieurs points de vue. Il représente tout d'abord le premier front de la guerre sainte qui rassemble des combattants venant de tout le monde musulman. Après la fin de la guerre et leur victoire, ces combattants inoccupés partent vers de nouveaux fronts : la Bosnie, la Tchétchénie, l'Algérie, le Liban, l'Asie centrale, l'Irak. Ces « afghanis » constituent le noyau des groupes terroristes qui essaieront dans l'ensemble du monde islamique dans les années 1990. L'Afghanistan et les zones tribales proches du Pakistan offrent toujours, malgré l'intervention occidentale, des bases d'entraînement et d'armement aux moudjahidin.

La nébuleuse Al-Qaïda soumise à de fortes tensions

Les groupes se réclamant d'Al-Qaïda ont eu pendant longtemps la quasi-exclusivité du terrorisme islamiste, avec en arrière-plan la figure emblématique d'Oussama Ben Laden.

³ Sur l'origine et le développement d'Al-Qaïda, on lira avec intérêt l'article de Marc Hecker, « Al Qaïda. Mort et transfiguration », *Études*, tome 407, novembre 2007, p. 440-450.



Après s'être emparés en mars 2015 de la ville d'Idlib située au nord-ouest de la Syrie, des combattants du Front al-Nosra et leurs alliés jihadistes détruisent une statue de l'ancien président Hafez al-Assad. Son fils Bachar lui a succédé à la tête de l'État syrien en 2000.

Ce que l'on peut appeler « Al-Qaïda centrale » est désormais très affaiblie. À la mort de son chef, Ayman al-Zawahiri le remplace. Mais il n'a ni son charisme ni son autorité. Plus idéologue qu'homme d'action, son influence est davantage intellectuelle qu'opérationnelle. Retirée dans les confins afghano-pakistanaï, très surveillée par les dispositifs d'écoute occidentaux, l'organisation centrale a du mal à communiquer avec les différents groupes qui s'en réclament. Elle a aussi été décimée par les opérations ponctuelles, notamment par les drones, qui l'ont privée d'un certain nombre de ses responsables.

Cependant, de multiples mouvements qui ont fait allégeance à Al-Qaïda restent très actifs, bien que de façon inégale, sur les différents fronts du jihad qui touchent de nombreux pays musulmans au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, de même que dans plusieurs pays qui abritent des communautés musulmanes importantes⁴. Leurs

⁴ Voir le tableau des principaux mouvements p. 15.